

## Un travail pour tous

**Respectable Loge, Fraternité 89, Orient de Périgueux, Région 16**

**Mots-clefs : Travail, Revenu universel pour tous, Caisse de sécurité économique**

Problématique en jeu

Le travail est-il devenu une marchandise comme les autres ? Comment le travail est-il rétribué, en fonction de quelle utilité, dans quel but ?

La crise va-t-elle changer notre relation au travail ?

Aujourd'hui, Le thème du travail est souvent présenté comme relevant d'une pénurie de travail, celui-ci étant réduit par l'automatisation, et comme une marchandise vendue afin d'obtenir un revenu.

Mais il est aussi l'activité par laquelle l'humain se socialise le mieux et apporte à la collectivité un bien ou un service utile.

En France fin 2019 : 2,4 millions de chômeurs, 3,7 millions de travailleurs précaires, 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté (60% du revenu médian). Ce sont ceux qui étaient dans la difficulté avant la crise sanitaire ; seront-ils aussi ceux qui resteront dans la difficulté après ?

Analyse de la situation : Travail rentable et Chômage ou travail partiel sont-ils indépassables ?

La diminution du temps de travail nécessaire à la production, suite à l'automatisation et au machinisme masque le fait que l'on évoque implicitement le travail rentable et non le travail en soi, c'est-à-dire l'emploi rémunéré et non l'activité. Aussi l'idée d'une impossibilité d'avoir du travail s'est installée à tort.

L'idée d'un revenu universel est alors apparue comme une évidence. Ce seul revenu d'existence peut-il répondre aux besoins fondamentaux des hommes et des femmes ?

Quelle place doit être donnée au travail dans la société que nous voudrions construire ?

Le revenu d'existence pourrait-il répondre au besoin d'estime de soi, au besoin d'appartenance ? Comment avoir un sentiment d'appartenance, arriver à dire « Nous » sans se sentir reconnu, considéré, soutenu et aidé dans une société.

Le revenu d'existence se donne aussi comme porteur d'émancipation pour les individus, mais faudrait-il pour cela que chaque personne ait en elle-même la force de gérer sa vie et s'intéresser à une œuvre à réaliser. Il ne faut pas négliger le pouvoir destructeur de nombreuses années de chômage. Il ne faut pas négliger la désocialisation qu'entraîne l'inactivité.

Joseph STIGLITZ écrit « Mais je ne crois pas que se limiter à procurer un revenu soit la bonne méthode : pour la plupart des gens, le travail est un aspect important de la vie. .... Les tâches indispensables ne manquent pas, et une bonne partie d'entre-elles ne pourront pas être accomplies par des robots avant un certain temps. Nous pourrions embellir les villes, nous devons mieux prendre en charge nos concitoyens les plus fragiles, âgés et malades, mieux éduquer nos jeunes, il ya des gens qui veulent travailler, il y a du travail nécessaire à faire, et le marché est incapable de mettre en contact ces gens et ce travail »

Dans le cadre des travaux de la commission pour le revenu d'existence, Sophie SWATON professeur à Lausanne a exposé le contenu de son livre « Pour un revenu de transition écologique » dans lequel, après avoir exposé toute la philosophie et le contenu de l'idée de revenu d'existence elle en arrive à le proposer sous la forme d'un revenu ayant une contrepartie de travail à condition que ce travail soit un travail de transition écologique.

Notre objectif pourrait être un travail pour tous.

## Propositions : l'organisation d'une société fondée sur l'humain, en garantissant un temps de travail de base pour tous

Alors pourquoi ne pas rêver d'une Utopie, celle où notre société construirait une caisse nationale de sécurité économique, exactement sur la base des caisses existantes en matière de retraite ou de sécurité sociale. Imaginons cette société Utopique où chaque employeur déclare chaque mois, les emplois de son entreprise à cette caisse nationale. Cette caisse reverse à l'employeur le montant correspondant à 25 heures hebdomadaire au SMIC, quel que soit le salaire versé à l'employé.

Dès lors, beaucoup de choses changent car évidemment l'employeur à titre individuel reçoit aussi cette partie de rémunérations s'il est agriculteur, artisan, commerçant sans salarié et perçoit pour ses salariés et lui-même s'il a des employés.

Évidemment le mécanisme de financement de la caisse doit être étudié, le montant du salaire universel peut être pondéré selon l'évolution de la société. La mise en place dans le temps peut s'échelonner selon les secteurs économiques ou d'autres critères. On peut malgré tout entrevoir les possibilités qui s'offriraient ainsi aux associations et aux structures de l'économie sociale et solidaire qui pourraient créer des emplois dans tous les domaines du recyclage, de l'écologie ou de l'aide aux personnes, avec un financement assuré si ces emplois sont assez proches des 25 heures par semaine.

La sécurité sociale pourrait être étendue à la sécurité économique. Une caisse de sécurité économique permettrait d'assurer la sécurité de l'activité de production pour l'ensemble des acteurs (salariés, travailleurs non-salariés, entreprises, entrepreneurs) par mutualisation des risques. Une caisse de sécurité économique se substituerait aux employeurs pour financer la baisse du temps de travail en cas de baisse des commandes et assurerait le maintien des salaires et des contrats de travail en cas de graves difficultés économiques. N'est-ce pas là, presque le schéma qui a été appliqué dans cette crise du Covid 19 ? La caisse le préparerait de manière structurelle et anticipée.

Le financement est évidemment à préparer, soit par l'impôt sur les plus riches, soit par un système de cotisation proche des systèmes actuels. Celui présenté par Bernard Teper est basé sur des cotisations des entreprises dont la double assiette serait la valeur ajoutée nette et les profits non réinvestis dans l'appareil productif, permettrait à la caisse d'organiser la solidarité économique entre les entreprises grandes et petites, face aux variations d'activité.

« Donner un cadre pour exercer la liberté réelle » est un titre donné en fin de l'ouvrage de Sophie SWATON, en effet donnons-nous la perspective de bâtir un monde où les besoins les plus fondamentaux seraient couverts pour tous avec des mécanismes connus et relativement simples. Mais en insistant sur le fait de protéger pour chacun l'estime de soi, l'autonomie et la reconnaissance des autres.

Dominique Méda a écrit « Sortir de la désespérance exige trois conditions : assurer à chacun un revenu, garantir statuts et reconnaissance sociale, pour une activité digne, voire valorisante. »

**Pour l'humain, le chômage n'est pas seulement le refus d'un revenu assigné par la société, c'est le refus de la reconnaissance de sa possibilité d'être actif. Sans cette activité, il est dépossédé de sa condition d'homme.**

**Nous pensons qu'un temps d'activité de base doit être accessible à toute personne en possibilité de l'exercer. Le financement étant possible par une caisse de sécurité économique.**